

## Assemblée générale des maires du Pas-de-Calais La réforme des collectivités locales crée la polémique

Trop de fonctionnaires dans le département ? Le débat est lancé par Dominique Dupilet, président du conseil général. D'ailleurs, chaque réflexion a débouché, ce samedi matin, sur un débat. Le principal était toutefois axé sur la réforme des collectivités locales. Un bouleversement territorial qui n'est pas du goût de Daniel Percheron. Le président du conseil régional ne s'est d'ailleurs pas privé de le faire savoir à l'assemblée. Un projet politique caractérisé « d'hyper-présidentialisation ». L'aspect le plus préoccupant réside notamment dans l'investissement public : « L'Etat ne peut pas et ce sont les collectivités locales qui assurent 75% des investissements publics. » Les témoignages des élus convergent dans ce sens : la relance par l'investissement part des collectivités locales. Daniel Percheron ne manque pas de rappeler que la région répond toujours présente : « Nous allons investir 500 millions d'euros pour le port de Calais car l'Etat n'a pas été capable de créer de grands ports sur le territoire français. »

Interrogé sur la baisse du nombre d'intercommunalités, Pierre de Bousquet de Florian



De longues discussions sont attendues ces prochains mois.

précise que le gouvernement a souhaité entreprendre une réforme des collectivités territoriales pour simplifier le paysage institutionnel : « L'avant-projet n'a pas encore été déposé devant le Conseil d'Etat », ajoutait le préfet du Pas-de-Calais, avant d'insister sur la réorganisation des collectivités territoriales autour de deux couples, à savoir département/région, pour conforter la proximité avec le

citoyen, et communes/intercommunalité, pour renforcer cette même proximité. « L'idée n'est pas de diminuer le nombre de communes mais de permettre aux élus d'être meilleurs dans leur rôle de vision territoriale et régionale. »

Le département est un bon élève en la matière, puisque l'ensemble du territoire est couvert par des intercommunalités : « On en a sans doute un

peu trop, on n'a pas suffisamment fait le ménage. » Le préfet se dit conscient d'une crainte de ne plus pouvoir financer une pléiade de projets : « On arrêtera les financements croisés qui nuisent à l'efficacité globale du dispositif. »

### La nouvelle métropole lilloise

Daniel Percheron a ensuite posé le projet de la nouvelle métropole lilloise sur la table. Une métropole qui s'étendrait depuis Lille jusqu'à Arras, avec 2,5 millions d'habitants : « C'est une erreur d'aménagement du territoire considérable. » Dominique Dupilet s'accorde avec le président du conseil régional quant à ces nouvelles métropoles d'équilibre à l'intérieur de l'Europe et s'interroge sur le transfert des compétences sociales du dé-

partement : « C'est une lourde compétence qui n'apporte aucune dynamique. »

La paire Percheron-Dupilet s'inquiète et doute quant à la capacité financière de l'Etat : « L'Île-de-France, avec ses 35 millions d'euros, est la région la plus riche d'Europe. Alors quand naîtront les grandes métropoles françaises, l'Etat ne sera pas présent pour soutenir financièrement les compétences qui y sont liées. »

La réforme territoriale qui n'autorise plus le conseil général à intervenir sur tous les sujets sur l'ensemble du territoire départemental a généré l'indignation des élus. Lors du déjeuner, le débat s'est poursuivi avec l'ensemble des maires autour de ces réformes, mais également autour de la disparition de la taxe professionnelle.

Rémi FOULON

### C'est dit !

« Je suis rassuré par l'intervention du préfet. Tant que l'Etat aura des préfets qui plaident l'implaidable, alors... »

Daniel Percheron, président du conseil régional

